



Archives et Droits de l'Homme

Commentaire.

Coupable. *Culpable. Guilty.* En mai, les tribunaux ont utilisé ces mots dans une série de procès de haut vol regardés dans le monde entier.

Aux Chambres africaines extraordinaires à Dakar, au Sénégal, Hissène Habré, l'ancien dictateur du Tchad, a été reconnu coupable de crimes contre l'humanité, d'exécutions sommaires, de torture et de viol et a été condamné à la prison à vie. <https://www.theguardian.com/world/2016/may/30/chad-hissene-habre-guilty-crimes-against-humanity-senegal>. Au Tribunal controversé des crimes internationaux à Dhaka, au Bangladesh, cinq hommes ont été reconnus coupables de crimes contre l'humanité pendant la guerre d'indépendance du Bangladesh en 1971. Quatre ont été condamnés à mort et un à la prison à vie; tous ont le droit de faire appel à la Cour suprême du Bangladesh. [http://www.ict-bd.org/ict1/Judgment%20part%202/ICT%2001%20of%202015%20\(Judgment\).pdf](http://www.ict-bd.org/ict1/Judgment%20part%202/ICT%2001%20of%202015%20(Judgment).pdf)

Et dans un procès historique à Buenos Aires, en Argentine, après trois ans de procédure, 14 anciens officiers militaires (13 Argentins et un Uruguayen) ont été reconnus coupables d'enlèvements, de tortures et de meurtres pendant l'Opération Condor, un complot étatique de l'Amérique du Sud pour tuer les opposants à l'époque des dictatures militaires des années 1970 et 1980. Tous ont été condamnés à des peines de prison; deux autres accusés ont été déclarés non coupables, et un accusé a été reconnu coupable suite à des "accusations distinctes du procès important en cours", selon le *New York Times*.

http://www.nytimes.com/2016/05/29/world/americas/argentine-court-confirms-a-deadly-legacy-of-dictatorships.html?smid=tw-share&_r=0

Que se passe-t-il ensuite avec les archives de ces procès historiquement importants? La situation en Argentine est certainement la plus facile. L'Argentine possède un vieux système d'archives bien établi, avec un service d'archives pour la Cour, un pour les archives départementales du ministère de la Justice, et des archives nationales générales. Etant donné que le procès a été mené dans le cadre des procédures habituelles de l'Argentine, les archives du procès devraient suivre le modèle régulier des documents de la Cour, des procureurs et des enquêteurs, même si la taille des archives va sûrement charger les dispositifs existants.

Le cas du Bangladesh est plus compliqué. Le Tribunal est établi comme une institution unique distincte du système judiciaire de l'Etat, avec un panel judiciaire de trois membres, sa propre équipe de recherche, l'Investigation Agency et un bureau des enregistrements. Les appels

peuvent être faits à la Cour suprême. Le Bangladesh ne dispose pas de loi sur les archives (les archives nationales sont établies par règlement), donc on ne sait pas si les documents de la procédure devant le Tribunal ou les dossiers du procès, de l'instruction, et le registre relèvent de sa compétence. Si ce n'est pas le cas, il est également difficile de savoir si l'organisme chargé de la préservation de la procédure judiciaire normale est prête à assumer la tâche. Et il y a une autre complication: l'environnement politique de l'état du Bangladesh violemment perturbé et la grande controverse entourant les délibérations du Tribunal mettent la conservation des archives à risque, que ce soit leur disparition ou une utilisation sélective et partielle futures.

Les Chambres africaines extraordinaires ont été établies par l'Union africaine, une organisation intergouvernementale, "dans le cadre des tribunaux de la République du Sénégal", l'un de ses Etats membres. Elles avaient une chambre d'instruction, une chambre d'accusation, une chambre de première instance et une chambre d'appel, les trois dernières toutes liées à la Cour d'appel de Dakar. En outre, il y avait le bureau du procureur (qui semble contenir les enquêteurs ainsi), un bureau d'enregistrement et un administrateur dont les tâches incluent la sensibilisation du public. Exceptionnellement, la Chambre devait également de gérer un fonds d'affectation spéciale pour les victimes.

Les procédures ont été "filmées et enregistrées", et à la fin du procès, conformément à l'article 37, paragraphe 2 du Statut créant les Chambres, "Une fois que les Chambres africaines extraordinaires ont été dissoutes, tous les documents et dossiers sont archivés au greffe de la Cour d'appel de Dakar". Le Sénégal a une longue tradition d'archives et une école d'archives respectée situés à Dakar. Pourtant, la grande variété de documents - papier, audiovisuel et électronique, des procureurs et des enquêteurs, ainsi que la protection des témoins et le fonds d'affectation spéciale pour les victimes - va bien au-delà de ce qu'un bureau des enregistrements habituel de la Cour saurait gérer. En outre, les archives seront loin du peuple du Tchad, à qui elles se rapportent en tant qu'héritage historique.

Alors oui, le mois de mai a vu des résultats importants dans les affaires importantes relatives aux droits de l'homme. Ces cas ont créé d'énormes legs d'archives, importants pour les pays concernés, mais aussi pour l'histoire de notre monde. Les préserver et les protéger doit être une priorité pour la communauté internationale et les pays concernés. Comment allons-nous y répondre?

Nouvelles du Groupe de travail Droits de l'Homme. Le rapport technique qui accompagne les *Principes relatifs à l'accès aux archives* traite de la nécessité d'expurger les informations sensibles des documents avant de les rendre disponibles pour la recherche. Pour éviter "l'ingénierie inversée" (qui utilise la technologie informatique pour découvrir ce qui a été expurgé) lorsque l'objet est numérique, certaines archives impriment, expurgent les mots sur le papier, puis numérisent le document expurgé dans le fichier électronique. En fin de compte, avec le volume de documents "nés numériques" à venir dans les archives, cette pratique sera impossible à maintenir. Si vous et votre institution utilisez un processus de censure pour les matériaux numériques nés qui (a) ne passent pas par une étape papier et (b) que vous croyez résister aux tentatives "d'ingénierie inversée" sur l'objet, nous vous prions d'écrire un paragraphe pour le Rapport technique décrivant votre processus et les outils que vous utilisez.

Nouvelles internationales.

Commission européenne. Dans un accord entre la Commission et Google, Microsoft, Twitter et Facebook, les entreprises "ont dit qu'elles vont supprimer les messages contenant des discours de haine dans les 24 heures". Lorsque les entreprises reçoivent des notifications "signalant les discours de haine", elles "vont supprimer ou bloquer l'accès aux messages au sein de l'UE, indépendamment du fait qu'ils soient affichés en Europe ou ailleurs", a rapporté *EurActiv*.
<http://www.euractiv.com/section/justice-home-affairs/news/google-microsoft-twitter-and-facebook-agree-to-remove-hate-speech-online/>

Thomson Reuters offre une base de données appelée World-Check qu'il dit être conçue pour aider les institutions "à filtrer les risques accrus des personnes et des entités à l'échelle mondiale pour aider à découvrir les risques cachés dans les relations d'affaires et les réseaux humains". *VICE News* a indiqué que cette base de données privée est "largement utilisée par la police, l'intelligence et les organismes de bienfaisance", ainsi que "49 des 50 premières banques mondiales". Deux membres du Parlement européen ont demandé à la Commission européenne "de veiller à ce que les personnes innocentes et les organisations ne soient pas profilées comme ayant des liens avec le terrorisme « par la base de données mondiale de Contrôle et initiatives similaires »" ; elle devra également déterminer si l'utilisation de la base de données par une institution de l'UE "est conforme à la Charte des droits fondamentaux et à la législation sur la protection des données". <https://risk.thomsonreuters.com/products/world-check>; <https://news.vice.com/article/exclusive-uk-government-and-police-are-getting-information-from-shadowy-terrorism-database>

Union européenne. Le 27 avril, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont adopté le Règlement (UE) 2016/679 longuement discuté "sur la protection des personnes physiques en regard au traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données."

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2016.119.01.0001.01.ENG&toc=OJ.L:2016:119:FULL

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Le *International Justice Tribune* a publié un essai, "L'inaccessibilité du dossier du TPIY pourrait mettre en danger son héritage". Il se concentre sur les dossiers de la procédure d'audience, non pas tous les dossiers du procureur, des enquêteurs, et de l'administration du Tribunal elle-même. Après avoir noté que la récente pétition signée par 263 chercheurs a proposé l'amélioration de l'accessibilité des dossiers judiciaires, l'essayiste a conclu: "La plupart des gens attendaient que les jugements parlent pour eux-mêmes. Maintenant, nous comprenons mieux". Il faut aussi savoir que les jugements émis avant que l'affaire arrive à la Cour - qui inculper et quoi inculper - est au moins aussi important que ce qui se passe dans la salle d'audience ; cela doit être préservé et rendu accessible également. <https://www.justicetribune.com/articles/inaccessibility-ictys-records-could-endanger-its-legacy>

Interpol. *Eurasia Review* a rapporté que, entre le 28 mars et le 8 avril une "opération transfrontalière facilitée par INTERPOL a ciblé des fugitifs internationaux qui tentent de voyager à travers l'Association des pays des Nations d'Asie du Sud". Les dix pays de l'ASEAN "ont passé au crible les passeports de 30 points terrestres, aériens et maritimes en les comparant aux bases de données mondiales d'INTERPOL. Quelque cinq millions de recherches ont été menées au cours de l'opération, ce qui a entraîné sept arrestations et près de 100 «connexions» - dont 71 sur des passeports enregistrés comme volés" et "sept personnes recherchées

internationalement ont été localisées, ainsi que deux individus ciblés par des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies. "

http://www.eurasiareview.com/15052016-interpol-border-operation-in-southeast-asia-targets-terror-suspects/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Les Nations Unies. Lors d'une session extraordinaire du Sommet humanitaire mondial le 23 mai, une «Charte sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire» a été signée par 96 participants, y compris des représentants des États, des organismes des Nations Unies, des organisations non-gouvernementales, et un représentant de Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elle "reste ouverte à la signature", a rapporté la *Thomson Reuters Foundation*, et est "accompagnée d'un plan d'action pour mettre en œuvre la charte". La Charte a été "lancée par Handicap International et plusieurs organisations partenaires et," mais on ne sait pas quel centre d'archives conservera les documents des signataires. <http://news.trust.org/item/20160525095817-fsr02/>

Patrimoine mondial de l'UNESCO. Le 2 mai, l'imagerie satellitaire de DigitalGlobe a montré la «construction d'une base militaire dans la zone protégée du site du patrimoine mondial de l'UNESCO» à Palmyre, en Syrie, et le 8 mai, elle a montré que "le palais de Sennachérib (sud-ouest du Palais) à Ninive a été complètement démantelé", a rapporté ASOR Cultural Heritage Initiatives. Et le 13 mai, l'organisation syrienne non gouvernementale The Day After a rapporté que Qalaat Se'man (l'église de Saint Syméon le Stylite) a été endommagée dans un raid aérien. <https://www.facebook.com/CulturalHeritageInitiatives/posts/359567507500415;> <https://www.facebook.com/CulturalHeritageInitiatives/posts/358854640905035;> <https://medium.com/@AreYouSyrious/ays-report-unesco-world-heritage-site-of-qalat-se-man-destroyed-in-a-russian-airstrike-c2ea4d36b8f3#.2xyq4y5p9>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Le Haut-Commissaire a déclaré avoir «reçu une succession de rapports alarmants sur les violations qui auraient été commises par les forces militaires et sécuritaires turques dans le sud-est de la Turquie au cours des derniers mois», soulignant l'importance que prennent les dossiers du Haut-Commissariat dans les procédures de responsabilisation futures de toute nature. Le *Washington Post* a rapporté que Human Rights Watch a publié une vidéo "qui prétend montrer les corps des réfugiés syriens tués par les forces turques à la frontière" ; un fonctionnaire turc a déclaré que le gouvernement était "incapable de la vérifier."

<http://www.ohchr.org/SP/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=19937&LangID=E;> https://www.washingtonpost.com/world/middle-east/turkey-under-fire-from-un-for-alarming-reports-of-rights-abuses/2016/05/10/0f9eccb7-45cd-4685-9483-181fd2cadf_story.html

Le Haut-Commissaire a publié un rapport solide, «Améliorer la responsabilisation et l'accès au recours des victimes d'affaires liées aux violations des droits humains.» Le rapport fournit «un guide pour améliorer la responsabilisation et l'accès au recours" des victimes. Il comprend "des objectifs de politique" pour les réponses nationales et juridiques, soutenues par une série d'éléments destinés à démontrer les différentes façons dont les États peuvent travailler en vue d'atteindre ces objectifs dans la pratique". Le Groupe de travail des droits humains de l'ICA envisage activement les mesures qu'il pourrait prendre, avec l'ICA dans son ensemble, pour soutenir les archives des entreprises afin de veiller à ce que les questions des droits de l'homme soient prises en compte dans leurs politiques de conservation et d'accès. Ce rapport est une lecture essentielle pour tous les archivistes d'entreprises.

http://business-humanrights.org/sites/default/files/documents/A_HRC_32_19_AEV.pdf

Organisation mondiale de la santé (OMS). L'OMS a publié une "mise à jour de la base de données mondiale de l'OMS de la pollution atmosphérique des villes et des établissements humains plus petits à travers le monde", a rapporté le *Washington Post*. L'OMS a déclaré que 80% des personnes vivant dans les villes où la qualité de l'air est contrôlée "respirent l'air contenant de fines particules à des concentrations plus élevées que le niveau recommandé par l'OMS." Le *Post* a cité une étude de septembre dernier qui a conclu «qu'une qualité de l'air pauvre contribue à plus de 3 millions de décès prématurés dans le monde entier chaque année». <http://www.standard.net/Business/2016/05/12/Air-pollution-getting-worse-in-world-s-cities-WHO-reports>

Monde/Nouvelles générales.

Les données biométriques. Le Département de la Défense des Etats-Unis (DOD) a publié un manuel mis à jour sur ses procédures de collecte de données biométriques, a signalé *Secrecy News*. L'armée recueille "les images du visage, les empreintes digitales, les images de l'iris, l'acide désoxyribonucléique (ADN) des échantillons, les empreintes palmaires, les échantillons de voix et de données contextuelles associées (par exemple des éléments de données biographiques et des informations de la situation) de personnes rencontrées au cours de leurs opérations" et les stocke dans "de multiples bases de données, y compris la Biometric Identity Resource intelligence, ou BI2R" qui est "conçue pour fournir aux DOD, organismes de renseignement, et communautés de la coalition qui font autorité des identités biométriques de base de haute qualité, et les outils et les technologies nécessaires à l'analyse de pointe pour collaborer, produire, diffuser et échanger des renseignements d'identité biométrique". Compte tenu de la grande variété des nationalités "rencontrées au cours des opérations", il serait intéressant de connaître le processus d'évaluation des archives de cette base de données. <http://fas.org/blogs/secrecy/2016/05/dod-biometric/>

Les documents d'entreprise. Le Groupe de travail intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies sur les sociétés transnationales et autres entreprises en matière de droits de l'homme, qui a été établi par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies dans le but "d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant pour réglementer, dans le droit international des droits de l'homme, les activités des sociétés et autres entreprises transnationales", se réuniront à la fin octobre. Le Traité d'Alliance, un réseau mondial de groupes de la société civile qui militent pour un traité contraignant sur les entreprises et les droits de l'homme, demande instamment au Groupe de travail d'élaborer un traité contenant "des dispositions fortes qui interdisent l'ingérence des entreprises dans le processus de formation et la mise en œuvre des lois et règlements, ainsi que l'administration de la justice, à tous les niveaux national et international". La FIDH, une fédération de 178 organisations non gouvernementales des droits de l'homme dans 120 pays, a publié un manuel mis à jour avec des objectifs similaires: " Entreprises et violations des droits humains: un guide pour les victimes et les ONG sur les mécanismes de recours". Bien conservées, les archives d'entreprise gérées par des professionnels sont essentielles à la réalisation des objectifs du Groupe de travail, de la FIDH et de l'Alliance. <https://www.fidh.org/en/issues/globalisation-human-rights/business-and-human-rights/updated-version-corporate-accountability-for-human-rights-abuses-a#>; <http://static1.squarespace.com/static/53da9e43e4b07d85121c5448/t/57354276746fb9f00f573dae/1463108241728/UN+Treaty+Must+Address+Corporate+Capture+FINAL+ENG.pdf>

Seize victimes soudanaises de violations commises par le gouvernement du Soudan ont intenté un procès aux Etats-Unis contre BNP Paribas, a rapporté *Courthouse News Service*. Dans un procès précédent BNP Paribas a admis qu'il a violé les sanctions américaines contre le Soudan, Cuba et l'Iran et a été condamné à payer près de 9 milliards de \$ pour faire face aux «Etats voyous». Cependant, aucun montant de cette amende n'a été mis à disposition pour indemniser les particuliers, en raison d'une loi votée par le Congrès des États-Unis dans le sillage de l'affaire. Par conséquent, les réfugiés soudanais dans cette nouvelle affaire ont poursuivi pour compensation, affirmant que BNP Paribas "était pleinement conscient que le Soudan visait à utiliser" les fonds BNP fournis "pour financer le nettoyage ethnique généralisé de sa population civile noire." <http://www.courthousenews.com/2016/05/03/refugees-blame-bnp-paribas-for-genocide.htm> ; pour une explication de l'interdiction américaine, voir <http://usvbnpp.com/>

pour une explication de l'interdiction américaine, voir <http://www.4-traders.com/GOLD-FIELDS-LIMITED-1413362/news/Gold-Fields-Hausfeld-Announces-Class-Action-Certified-for-South-African-Gold-Miners-in-Landmark-Ca-22359940/>

Dossiers médicaux. La question de la vie privée dans les données de recherche sur la santé et l'environnement "soulève une foule de questions éthiques, scientifiques, et de processus", selon une nouvelle publication de la U.S. Health and Medicine Division de l'U.S. National Academies of Science. "Les experts conviennent qu'il existe des avantages à partager les données de recherche, mais des questions demeurent quant à la façon de rendre ces données disponibles efficacement". <http://www.nap.edu/read/21703/chapter/1>

Un essai publié par *Privacy Tech* suggère cinq étapes comme «protocole de dé-identification des données ouvertes», mais conclut que, dans certains cas, "les conditions de création des données publiques ne peuvent pas être remplies" et d'autres régimes d'accès contrôlés doivent alors être mis en place. <https://iapp.org/news/a/a-de-identification-protocol-for-open-data/>

ProPublica a rapporté que sa base de données détaillant les «habitudes de prescription de centaines de milliers de médecins à travers le pays», destinée à être utilisée pour identifier la prescription excessive d'analgésiques, a eu pour conséquence involontaire de permettre aux utilisateurs de rechercher des médecins qui prescrivent librement des analgésiques opioïdes "avec peu ou pas de questions posées". Elle a "rajouté un avertissement sur les pages de tous les stupéfiants qui rappelle aux lecteurs les risques graves pour la santé posés par la prise d'opioïdes pour soulager la douleur". https://www.propublica.org/article/an-unintended-side-effect-of-transparency?utm_source=pardot&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter

Les statistiques médicales sont des documents importants pour l'élaboration de meilleurs programmes de santé. *Thomson Reuters Foundation* a couvert deux événements à ce sujet, d'une conférence internationale sur les droits et la santé des femmes. Un article a cité la présidente de l'organisation des droits de l'enfant Plan International qui déclarait "qu'environ 70'000 jeunes filles âgées de 10 à 19 meurent de complications liées à l'accouchement chaque année" et que "plus de 2 millions de fillettes de moins de 15 ans deviennent mères chaque année, mais le nombre est incertain car les données officielles ont tendance à ne suivre les accouchements des femmes âgées de 15 à 49 ans, même si les jeunes filles peuvent tomber enceinte à partir de 11 ans". Elle a annoncé que "dans le but d'obliger les gouvernements à rendre des comptes", Plan International et ses partenaires "utiliseront des données quantitatives et qualitatives existantes et nouvelles" afin de "déterminer où des mesures doivent être prises".

Dans un second article, Melinda Gates, co-présidente de la Fondation Bill et Melinda Gates, a annoncé un don de 80 millions de \$, sur un projet de trois ans pour stimuler une telle collecte. <http://news.trust.org/item/20160518120304-6cew1/>; <http://news.trust.org/item/20160517173319-j0c4s/>

Dans un accord de partage de données avec le National Health Service (NHS) du Royaume-Uni, "Google a reçu l'accès à environ 1.6 million de dossiers des patients NHS" des cinq dernières années et continue jusqu'en 2017, des hôpitaux de London Royal Free, Barn et and Chase Farm pour "développer une application qui alerte les médecins quand quelqu'un est à risque de développer une lésion rénale aiguë", a rapporté *BBC News*. "Les critiques ont mis en doute la raison pour laquelle Google a besoin des données de tous les patients pour créer une telle application spécifique." <http://www.bbc.com/news/technology-36191546>

La Bibliothèque Wellcome a publié un article sur son blog de l'archiviste qui a travaillé à Médecins Sans Frontières (MSF) à Bruxelles en tant que chef d'une équipe de trois personnes pour recueillir des documents numériques sur la réponse de MSF à l'épidémie d'Ebola, et les rendre accessibles. <http://blog.wellcomelibrary.org/2016/05/the-ebola-review-archive-team-at-medecins-sans-frontieres/>

Torture. En réponse à une demande d'accès à l'information de *VICE News*, le Département américain de la Défense (DOD) a publié un rapport de 10 pages "fortement expurgé" par son inspecteur général sur le transfert de personnes détenues par l'armée américaine dans d'autres pays que les États-Unis. Le rapport de février 2012 a recommandé que le DOD fasse une «déclaration expresse» en disant que les personnes ne seraient pas transférées "à une entité étrangère où il est plus probable que la personne sera torturée", un règlement DOD adopté en 2014. Le rapport dit que le DOD a transféré 1'064 détenus d'Afghanistan, d'Irak et de Guantanamo entre août 2010 et août 2011; les détenus d'Afghanistan et d'Irak ont été renvoyés dans ces pays, alors que les détenus de Guantanamo ont été envoyés en Allemagne et en Algérie. Amnesty International a dit qu'il a demandé à la Maison Blanche de «déclassifier et communiquer les rapports de l'Inspection Générale» sur le programme de transfert parce "qu'il n'y a aucun moyen d'évaluer le bilan de cette administration au sujet des transferts parce que nous ne disposons pas des rapports." <https://news.vice.com/article/united-states-detainee-transfer-torture-dod-report>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Bosnie / Serbie. Le Centre de droit humanitaire de Belgrade et l'Association des membres de famille de personnes disparues des Ilijas, Bosnie, ont déposé une plainte pénale auprès du Procureur serbe pour les crimes de guerre "accusant l'ancien fonctionnaire serbe de Bosnie Ratko Adzic des crimes contre l'humanité et crimes de guerre contre les non-Serbes à Ilijas en 1992", a rapporté BIRN. Adzic, qui à l'époque était un enseignant à la retraite de Belgrade, était commandant des forces de sécurité serbes dans la région d'Ilijas à partir de 1991. La plainte comprend "plus de 50 éléments de preuve, y compris les déclarations des survivants et des témoins, des documents officiels de la municipalité dite serbe d'Ilijas et son état-major de crise, et le témoignage d'Adzic" devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, où trois procès comprenaient des preuves sur les attaques à Ilijas.

http://www.balkaninsight.com/en/article/complaint-filed-against-ex-bosnian-serb-official-for-bosnian-war-crimes-05-30-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=7eefe3c221-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-7eefe3c221-319755321

Allemagne / Pays-Bas. "La Fondation pour la recherche sur les crimes de guerre envisage une action en justice contre les Archives nationales [des Pays-Bas] dans une tentative de forcer les archives à fournir des informations sur les Néerlandais qui travaillaient comme gardes pour les SS dans le camp de concentration de Vught pendant la Seconde Guerre mondiale", a rapporté *Trouw* et *NL Times*. Vught a été établi dans le sud de la Hollande en 1942 par les forces d'occupation nazies. <http://www.nltimes.nl/2016/05/03/lawsuit-demands-national-archives-open-hunt-dutch-war-criminals/>

Irlande / Royaume-Uni. Le ministre irlandais des Affaires étrangères a déclaré que le gouvernement de l'Irlande demande que le gouvernement du Royaume-Uni ouvre "les archives originales de la police et de la sécurité" sur les attentats de Dublin-Monaghan en 1974 qui ont tué 33 personnes, a rapporté le *Belfast Telegraph*. Le gouvernement anglais a "déclaré qu'il examinait s'il pouvait donner « des garanties » sur la question de l'accès aux archives". <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/irish-government-to-press-british-for-dublinmonaghan-bombings-files-34722181.html>

Kosovo / Serbie. Le film documentaire *Les non-identifiés* a été présenté à un festival du film de Belgrade. BIRN, qui a produit le film, a écrit qu'il « nomme les officiers qui ont commandé des attaques contre des villages du Kosovo autour de la ville de Pec / Peja en 1999 et ceux qui sont impliqués dans l'opération de camouflage pour cacher les corps des victimes ». L'un des administrateurs a déclaré au public du festival que "les problèmes clés confrontés par les cinéastes ont été de convaincre les témoins oculaires de parler à la caméra et d'obtenir des documents sur les années de guerre des institutions serbes."

http://www.balkaninsight.com/en/article/birn-s-kosovo-war-film-screens-in-belgrade-05-16-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=f465f962a5-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-f465f962a5-319755321

Corée du Nord / Pologne. Selon *VICE News*, des Nord-Coréens "travaillent dans des conditions de travail forcé en Pologne, et leurs salaires financent le régime de la Corée du Nord." *VICE* a commencé une enquête après avoir vu le rapport d'accident officiel d'un soudeur nord-coréen dans un chantier naval dans la région de Gdansk qui a succombé à des brûlures. Les journalistes "ont eu accès à des documents confidentiels tels que les contrats de service, les fiches de paiement, les registres des personnes, des copies de passeport, et des extraits d'un registre de la population clandestinement sortie de la Corée du Nord."

<https://news.vice.com/article/cash-for-kim-how-north-koreans-are-working-themselves-to-death-in-europe>

Russie / Ukraine. Nadezhda Savchenko, l'officier ukrainien qui a été capturé par les troupes russes pendant le conflit dans l'est de l'Ukraine et condamné à 22 ans pour meurtre, a été libéré lors d'un échange de prisonniers. Pour des informations sur les éléments documentaires de l'affaire, voir les Nouvelles HRWG 2016-03. <https://www.theguardian.com/world/2016/may/25/ukrainian-pilot-nadiya-savchenko-released-by-russia-in-prisoner-swap-deal>

Le directeur général de l'Initiative mondiale de la Fédération sur la psychiatrie a écrit un article d'opinion pour *Euromaidan Press* intitulé, "A quel degré les archives du KGB soviétique devraient être ouvertes au public?" Après avoir cité des cas où les documents de la police secrète ont été mis à la disposition des tiers, il a conclu: «Oui, le KGB, la Stasi et les agences secrètes similaires ont détruit de nombreuses vies. Mais ils ont également détruit les vies d'un grand nombre de ceux qui ont été obligés de travailler pour eux, et nous ne devrions pas détruire d'autres vies en ouvrant les archives sans considération appropriée".

<http://euromaidanpress.com/2016/05/18/how-public-should-the-soviet-kgb-archives-be/>

Arabie Saoudite / États-Unis. Le *Washington Post* a publié un commentaire de Bob Graham, ancien sénateur américain et co-président du comité du Congrès qui a enquêté sur les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Graham a appelé à la mise en accès des 28 pages du rapport de l'enquête qui sont encore classées. Il a cité le directeur de la Central Intelligence Agency qui argumentait contre l'ouverture des archives en disant: "Je pense que certaines personnes pourraient saisir des informations non corroborées, non vérifiées qui étaient dans les dossiers, et qui étaient fondamentalement juste une collation de cette information qui est sortie des archives du FBI, et souligner l'implication saoudienne, qui je pense serait très, très imprécis". Graham a appelé cet argument "un affront non seulement pour le public américain en général, mais aussi pour tous ceux qui ont perdu des membres de la famille, des êtres chers et des amis".
http://article.wn.com/view/2016/05/12/Its_time_we_release_the_uncensored_truth_about_the_9_11_atta/

Syrie / États-Unis. Le Congrès américain a adopté la Loi sur la protection et la conservation des biens culturels internationaux "pour protéger et préserver les biens culturels internationaux à risque en raison de l'instabilité politique, les conflits armés ou les catastrophes naturelles ou autres, et à d'autres fins", y incluant la protection d'urgence des biens culturels de Syrie. Elle établit un comité de coordination inter-institutions pour "coordonner les principaux intérêts des États-Unis" dans "(A) la protection et la préservation des biens culturels internationaux; (B) la prévention et la désorganisation du pillage et du commerce illicite et du trafic de biens culturels internationaux, en particulier les échanges qui fournissent des revenus aux organisations terroristes et criminelles; (C) la protection des sites d'importance culturelle et archéologique; et (D) l'organisation de l'échange licite de biens culturels internationaux." Les archives devraient faire partie de cet organisme de coordination et de ses conseillers externes. Pour la loi, voir
<http://uscbs.org/news/wp-content/uploads/2016/04/BILLS-114hr1493eas.pdf>

Nouvelles nationales.

Bosnie. L'Union européenne a exhorté la Bosnie à publier en juillet les résultats du recensement d'octobre 2013 "une étape cruciale vers l'intégration européenne", a rapporté *EurActiv*. Le recensement est controversé, car les représentants serbes et bosniaques dans le bureau national des statistiques "n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la façon de compter les citoyens non-résidents, ce qui pourrait éventuellement influencer sur le nombre de membres de leurs communautés. Les Serbes de Bosnie objectent à ce qu'on inclue les personnes qui ont fui le pays pendant la guerre de 1992-1995". Les dirigeants serbes de Bosnie ont averti qu'ils n'accepteront pas "la méthodologie" de comptage qui est "conforme aux normes de l'UE".
<http://www.euractiv.com/section/enlargement/news/eu-urges-bosnia-to-publish-census-results/>

Le tribunal de première instance à Prijedor, dans l'entité de la Republika Srpska de Bosnie, a détruit un dossier d'enquête sur les meurtres de cinq membres d'une famille croate en 1992 à cause d'un jugement d'un procès qui n'a pas eu lieu ces dix dernières années. Un représentant de l'Archive de la Republika Srpska a déclaré, "les enquêtes judiciaires ne peuvent pas être classés comme sans valeur pour la simple raison qu'elles ne sont pas terminées". Les avocats BIRN interrogés ont déclaré que les archives d'une affaire grave de meurtre ne doivent pas être détruites, mais ils ont ajouté "qu'ils ont eu des expériences similaires avec la destruction de preuves par d'autres tribunaux.

http://www.balkaninsight.com/en/article/a-file-from-a-war-crime-investigation-destroyed-05-05-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=e4e6d5eb57-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-e4e6d5eb57-319755321

Brésil. Le directeur de Earth Innovation Institute, organisation non gouvernementale basée aux États-Unis, qui a "30 ans d'expérience de suivi de déforestation en Amazonie", a déclaré à la *Fondation Thomson Reuters*, "Le Brésil devrait accélérer son programme d'accorder aux petits agriculteurs la propriété officielle des terres pour ralentir le rythme de l'exploitation forestière et la déforestation". Il a expliqué que "les petits producteurs seraient plus enclins à adopter des méthodes agricoles respectueuses de l'environnement s'ils ont reçu la permanence ou la propriété officielle" parce que cela "les aiderait à accéder aux marchés du crédit, à encourager l'investissement à long terme des actifs".

<http://www.businessinsider.com/r-land-titles-for-farmers-help-cut-brazils-forest-loss-scientist-2016-5>

Canada. Bien que la Bibliothèque et les Archives du Canada et le Centre national pour la vérité et la réconciliation (TRC) ont signé un accord pour «assurer la préservation et l'accès du public aux archives de la Commission Vérité et Réconciliation (TRC) sur les pensionnats», le commissaire de TRC Murray Sinclair a déclaré qu'il continue à se préoccuper de la préservation des autres documents relatifs aux écoles. Selon *National Observer*, Sinclair a déclaré lors d'une cérémonie sur le droit à l'information, "de plus en plus de documents qui ont été créés autour de l'entente de règlement des pensionnats et autour des écoles résidentielles, continuent d'être en possession des églises à travers l'océan et ces archives ne sont pas à la disposition de la loi canadienne". Il a également fait valoir que les documents du processus d'arbitrage indépendant "devraient être" à la disposition du TRC et avec les archives du TRC. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2016-04. <http://news.gc.ca/web/article-en.do?nid=1079179>; <http://www.nationalobserver.com/2016/05/25/news/senator-worried-about-destruction-residential-school-abuse-evidence>

Colombie. Le procureur général de la Colombie a annoncé que son bureau enquêtait sur "cinq hauts dirigeants du groupe de guérilla ELN du pays pour près de 16'000 crimes de guerre et crimes contre l'humanité", a rapporté *Reuters*. Pour gérer autant d'accusations, avec les pièces justificatives, il faudra un appui important pour la gestion des archives. <http://news.trust.org/item/20160512005447-lj2yb/>

Ethiopie. Human Rights Watch a rapporté que le gouvernement a accusé le chef des relations publiques du parti d'opposition de "planification, préparation, complot, incitation et tentative" d'un acte terroriste sur la base de ses messages Facebook, et 20 étudiants ont été inculpés "dans le cadre du code pénal pour avoir protesté devant l'ambassade des Etats-Unis" sur la base des «preuves» d'une vidéo de la manifestation et de leur liste de demandes "qui comprenait la libération immédiate des dirigeants de l'opposition et d'autres personnes arrêtées pour des manifestations pacifiques, et la création d'un organisme indépendant d'enquête et de poursuite de ceux qui ont tué et blessé des manifestants pacifiques". <https://www.hrw.org/news/2016/05/09/dispatches-using-courts-crush-dissent-ethiopia>

Allemagne. Suite à une étude commandée par l'Agence anti-discrimination de l'Allemagne, le gouvernement allemand a annoncé qu'il présenterait une loi pour infirmer les condamnations pour homosexualité de plus de 50'000 hommes qui ont été émises entre 1949-1994 (l'homosexualité a été interdite au 19ème siècle, le régime nazi a fait de toute l'homosexualité masculine un crime, une loi qui n'a pas été révoquée complètement jusqu'en 1994). "Il y aura aussi probablement une compensation financière pour les victimes", a rapporté la *Deutsche*

Welle, mais la façon de formuler une réclamation et comment la rémunération sera traitée n'a pas été annoncé. <http://www.dw.com/en/germany-set-to-annul-historical-convictions-of-gay-men/a-19250712>

Haïti. Suite à l'élection présidentielle controversée à la fin de 2015, le président d'Haïti par intérim a créé une commission de cinq membres pour évaluer le vote. Le rapport du panel de mai 2016 a recommandé que les résultats précédents soient éliminés et qu'une nouvelle élection soit tenue. La commission a vérifié 25 pour cent des résultats (3325 feuilles de pointage de 13'000 bureaux de vote), et le président du groupe a déclaré que «des dizaines de milliers de cartes ont été distribuées à des scrutateurs et des observateurs électoraux» qui leur ont permis de voter "plusieurs fois et dans tous les bureaux de vote", tandis que "dans de nombreux cas, les pièces justificatives comme la liste de vote partielle était absentes, ce qui rend impossible de déterminer la validité du vote et, finalement de décider qui parmi les 54 candidats à la présidence devraient être dans la finale. Il y avait aussi des électeurs décédés sur la liste de vote, et les cartes de vote ont également été victimes de trafic et vendues au plus offrant", a rapporté le *Miami Herald*. Le Conseil électoral provisoire va maintenant décider comment procéder. <http://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article80825277.html>; pour le rapport, voir <https://drive.google.com/a/ijdh.org/file/d/0BwrRcOqQep6dOFiPaUgzLUxLWHM/view?pref=2&pli=1>

Inde. "Des milliers de dossiers relatifs à l'acquisition de terres" semblent avoir été détruits dans un «feu de mystère» dans un bâtiment du gouvernement à Bangalore, a rapporté le *Times of India*. <http://timesofindia.indiatimes.com/city/bengaluru/Land-records-destroyed-in-mystery-fire-at-MS-Buildings/articleshow/52060137.cms>

Indonésie. En avril, le Ministère de la coordination d'Indonésie pour la politique, les affaires juridiques et la sécurité "ont exigé que les groupes de la société civile révèlent les emplacements des prétendus charniers" qui ont résulté de la violence de 1965 dans laquelle on estime qu'un demi-million de personnes sont mortes, en déclarant: "Pendant tout ce temps, pendant des décennies, on nous a nourris de force avec des informations sur la mort de plusieurs centaines de personnes. Pourtant, jusqu'à présent, on n'a pas vu une seule fosse commune". En mai, la Fondation pour la recherche du Massacre de 1965-1966, une organisation non gouvernementale, lui a donné une liste de 122 sites de fosses communes sur Java et Sumatra. En réponse, le ministre a dit qu'il "a formé une équipe dans ce ministère qui rassemble des informations sur les fosses communes", a rapporté *BenarNews*, et quand "on lui a demandé s'il demanderait aux États-Unis d'ouvrir ses dossiers concernant les atrocités il y a 50 ans, il a dit qu'il serait heureux de recevoir toute preuve partagée avec son gouvernement". Un militant des droits de l'homme a déclaré que la Commission nationale indonésienne Human Rights "a des données, l'armée indonésienne a des données, les instituts d'histoire ont également des données sur les victimes". <http://www.benarnews.org/english/news/indonesian/1965-05092016172006.html>

Israël. Les récents changements de politique des Archives d'Etat d'Israël (voir Nouvelles HRWG 2016-04) continuent de susciter la controverse. L'Institut Akevot de recherche conflit israélo-palestinien, une organisation non gouvernementale à Tel-Aviv, a publié *Point de consultation*, un rapport sur l'accès aux documents dans les archives du Gouvernement israélien, incluant les Archives d'État, les archives des Forces de défense israéliennes et la Création de la Défense. Il déclare: "A 99%, l'accès du public aux documents d'archives dans les archives du gouvernement israélien est bloqué en raison de décisions prises sans autorisation légale, qui ne tiennent pas compte de la réglementation sur l'accès à des documents d'archives

et de nombreux autres défaillances". *Ha'aretz* a rapporté le travail de Akevot, citant également d'autres chercheurs sur leur expérience avec les archives et la politique de déclassification du gouvernement. Et le 25 mai, l'Institut Van Leer à Jérusalem a organisé une conférence sur "À qui appartient le passé? Archives et société en Israël". Un entretien avec trois historiens impliqués dans l'organisation de l'événement a été publié par *The Nakba Files*, ainsi que trois essais par des chercheurs sur leurs préoccupations au sujet de l'accès aux archives. Tous méritent d'être lu, car ils illustrent les points de convergence et de divergence entre les archivistes du gouvernement et les utilisateurs académiques des archives. Merci à Lior Yavne de Akevot pour avoir envoyé le lien vers le rapport.

<http://akevot.org.il/en/point-of-access/#section/1> ; <http://www.haaretz.com/misc/article-print-page/.premium-1.720588?trailingPath=2.169.2.216.2.218>; <http://nakbafiles.org/2016/05/26/archives-week-on-the-nakba-files/>

Monténégro. Un dirigeant du Front démocratique, la principale alliance de l'opposition, fait la promotion d'un candidat pour le poste d'inspecteur de l'agence de renseignement du pays, en faisant valoir que "l'ouverture des dossiers secrets de l'époque communiste et des années 90'" doit être la "première tâche" du nouveau chef du renseignement. BIRN a noté que la Croatie a commencé à ouvrir ses documents de sécurité pour les années antérieures à 1990; en décembre dernier "l'Albanie a commencé le processus de sélection des membres du bureau de l'Etat qui doit être en charge de l'ouverture des archives de la police secrète amassées sous la dictature communiste de Enver Hoxha", et la Serbie a ouvert "certains documents de l'époque communiste", mais pas ceux des guerres des Balkans des années 1990.

http://www.balkaninsight.com/en/article/montenegro-urged-to-open-communists-secret-files-05-30-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=7eefe3c221-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-7eefe3c221-319755321

Myanmar. Le gouvernement a annoncé que le retour des terres saisies par l'ancien gouvernement militaire à leurs «propriétaires légitimes» est l'une de ses "priorités", a rapporté *The Irrawaddy*. Le président "a formé un Comité central de révision des Confiscations des terres agricoles et autres terres" à la fois pour surveiller le traitement des litiges fonciers par les gouvernements étatiques et divisionnaires et aussi pour permettre "la restitution des terres aux agriculteurs dépossédés des ministères gouvernementaux, des entreprises publiques et entreprises privées". Toute documentation qui prouve la propriété foncière sera certainement nécessaire pour résoudre les conflits massifs de confiscation des terres.

<http://www.irrawaddy.com/burma/return-of-seized-land-a-top-nld-priority-deputy-agriculture-minister.html>

Népal. En avril, la Commission Vérité et Réconciliation du Népal et la Commission des enquêtes sur les personnes forcées disparues ont commencé à recueillir les plaintes des personnes qui ont été victimes pendant la guerre civile (voir Nouvelles HRWG 2016-03 et 04). Des comités de paix des districts à travers le pays recueillent les plaintes. Dans le district de Ramechhap, la police "a approché le Comité de paix du district, cherchant les «photocopies» des plaintes des victimes reçues contre la police népalaise", et le bataillon de l'Armée de Rukum a cherché les noms et adresses des victimes qui avaient déposé des plaintes contre l'armée nationale. Les deux demandes ont été refusées, a rapporté *The Himalayan Times*.

<https://thehimalayantimes.com/nepal/police-seek-details-conflict-victims-complaints-denied/>

Pérou. Le Centre international pour la justice transitionnelle, une organisation non gouvernementale basée à New York, a déposé un mémoire devant la Cour supérieure du Cône Nord de Lima à l'appui des "familles réclamant qu'elles devraient être éligibles à l'attribution de plus d'une d'indemnisation si elles ont subi de multiples violations des droits humains au cours

du conflit armé international du Pérou de 1980-2000". Le Pérou a indemnisé les victimes depuis 2006, mais le ministère de la Justice insiste sur le fait que les familles ne peuvent obtenir qu'une indemnisation pour un préjudice, tel que la disparition forcée d'un fils, mais pas des deux fils. "Selon le Registre unifié des victimes du Pérou, environ 5'325 victimes ont subi de multiples violations." <https://www.ictj.org/news/peru-victims-unfair-compensation>

Roumanie. La Roumanie a adopté une loi visant à donner la priorité aux réclamations de restitution des survivants de l'Holocauste pour les biens perdus pendant la Seconde Guerre mondiale et sous le régime communiste, a rapporté le World Jewish Restitution Organization. Les personnes qui ont déposé des demandes avant l'échéance de 2003 qui a été fixée par une loi antérieure "ont attendu plus d'une décennie pour une décision sur leurs demandes. Plus de 40'000 demandes restent globalement à traiter". La loi va également "permettre à des dizaines de revendications de propriété communale juive à aller de l'avant." <http://wjro.org.il/wjro-applauds-passage-restitution-legislation-romania/>

Arabie Saoudite. Le ministère de la Justice a publié une «directive» aux clercs qui enregistrent les contrats de mariage, en leur disant qu'ils doivent donner une copie du contrat de mariage à la mariée "pour assurer sa prise de conscience de ses droits et les termes du contrat", a rapporté *l'Agence France-Presse*. Les femmes ont encore besoin de l'autorisation des «tuteurs masculins» pour se marier. http://www.theguardian.com/world/2016/may/03/saudi-arabia-gives-women-the-right-to-a-copy-of-their-marriage-contract?mkt_tok=eyJpIjoiWldSa00yWmpPVFkwTTJGbCIsInQiOiJzdmxwVCs5Z0M5MnB5YnVzc2Uxd2VaeEF6aDRVcnl0VmZWMjN1bVXempQbUFBQU55VXVhblZ4VmZlcFwveFlPZjB0akU1SmIYRGplc1BXc21QdnhEbnlXaGVlXC9XZVwvUHh3QUhMN0ZMcFFvND0ifQ%3D%3D

Sri Lanka. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants, a publié une déclaration à l'issue de sa visite officielle au Sri Lanka. Après avoir interrogé les fonctionnaires, les survivants, et des détenus dans les centres de détention et les camps militaires; examiné "la documentation concernant la pratique de la torture des années précédentes, ainsi que sa prévalence aujourd'hui", et les résultats des travaux par un expert médico-légal qui l'accompagnait et qui a effectué "un certain nombre d'exams médicaux" et "analysé des photographies prises peu après la prétendue torture et les mauvais traitements", le Rapporteur spécial a conclu que "la torture est une pratique courante effectuée dans le cadre d'enquêtes criminelles régulières dans une grande majorité des cas, par le Département des enquêtes criminelles de la police. Dans les cas où il y a une menace réelle ou perçue de la sécurité nationale, il y a une augmentation correspondante des actes de torture et de mauvais traitements pendant la détention et les interrogatoires dans les installations de la Division des enquêtes contre le terrorisme". <http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=19943&LangID=E>

Taiwan. Le gouvernement a annoncé qu'une commission de vérité et de réconciliation sera établie "pour traiter des questions concernant la justice transitionnelle pour les populations autochtones" et le 1^{er} août, la Journée des peuples autochtones, le Président va s'excuser "de l'inégalité historique et l'oppression des peuples autochtones", a signalé *Central News Agency*. http://www.taiwannews.com.tw/etn/news_content.php?id=2928981&lang=eng_news&cate_rss=TAIWAN_eng

Tunisie. Le président de l'Organisation tunisienne de prévention de la torture a déclaré que l'organisation a reçu 250 plaintes signalant des cas de torture en 2015, a rapporté *allafrica.com*. <http://allafrica.com/stories/201605091078.html>

Royaume-Uni. "L'ADN et les empreintes digitales de dizaines de milliers de récidivistes adolescents ont été accidentellement supprimés par la police", a rapporté *The Telegraph*. Le Commissaire de Biometrics du Royaume-Uni a déclaré: "les officiers ont pensé à tort qu'ils ne pouvaient retenir que les empreintes digitales et l'ADN des délinquants âgés de moins de 18 ans qui ont commis plus d'un crime en cinq ans, au lieu de les conserver indéfiniment dans la base de données de la police nationale ". Le commissaire a également signalé que «les empreintes digitales et les profils ADN de 810 suspects – la «grande majorité» d'entre eux s'étaient frottés à enquête sur le terrorisme - ont dû être détruits en raison des retards que le service de sécurité et de la police ont pris", représentant un sur dix des "8'000 extrémistes dont les détails sont maintenus sur les bases de données de la lutte antiterroriste du gouvernement." <http://www.telegraph.co.uk/news/2016/05/27/dna-and-fingerprints-of-50000-repeat-teenage-offenders-deleted-a/>

États Unis. La controverse a éclaté à nouveau sur le rapport de 2014 du Sénat américain sur le programme d'interprétation, détention et interrogatoire de la Central Intelligence Agency (CIA) . Alors qu'un résumé du rapport a été publié, l'étude entière de 6'700 pages reste non communiquée, avec des copies détenues par le Sénat ainsi que la CIA et les départements d'Etat, de la justice et de la défense. Le 13 mai, la Circuit Court du district de Columbia, dans une affaire introduite par l'American Civil Liberties Union (ACLU), a jugé que la copie du rapport détenu par la CIA n'est pas un "document de l'organisme" tombant sous la loi de l'accès à l'information Acte. Quelques jours plus tard, l'inspecteur général de la CIA a admis qu'il avait par erreur supprimé la copie électronique qu'il détenait, bien que la CIA elle-même conserve une copie. Un groupe de 31 organisations non-gouvernementales a demandé à l'Archiviste des États-Unis de prendre une décision formelle que le rapport du Sénat est un dossier fédéral qui doit être préservé, mais il n'est pas encore intervenu en raison de l'actuel litige (l'ACLU a la possibilité de faire appel de la décision du 13 mai). Les différentes définitions d'un document fédéral dans la loi du Freedom of Information Act et dans la Loi sur le casier fédéral est un élément important de cette question, que Douglas Cox explique clairement dans un article publié par *justsecurity.org*. Pour se faire une opinion, voir https://www.aclu.org/sites/default/files/field_document/1613150_opinion_5.13.16.pdf ; <http://www.courthousenews.com/2016/05/03/feds-urged-to-preserve-torture-report.htm>; <https://www.justsecurity.org/31197/federal-agencies-preserve-and-finally-read-ssci-torture-report/>; <http://thehill.com/policy/national-security/280002-cia-watchdog-accidentally-destroyed-only-copy-of-torture-report>

En 2005, le Government Accountability Office (GAO) a rapporté que l'industrie de la viande et de la volaille était l'une des plus dangereuses aux États-Unis et a recommandé que le ministère du Travail (DOL) améliore sa collecte de données sur les blessures, les maladies et les dangers de ce genre de lieu de travail. Dans une mise à jour du rapport de 2005, le GAO "a analysé les données DOL de 2004 à 2015, y compris les données sur les blessures et les maladies jusqu'en 2013", et a aussi conduit des inspections et des entrevues sur place et examiné d'autres études. Il a constaté que "les conditions dangereuses demeurent" et que "DOL fait face à des difficultés pour recueillir des données sur les blessures et les taux de maladie pour les travailleurs de la viande et de la volaille en raison du manque de déclarations et de collecte de données insuffisantes". GAO a conclu: «Ces limitations dans la collecte des données DOL soulèvent des questions quant à savoir si la gouvernement fédéral fait tout son possible pour recueillir les données dont il a besoin pour soutenir la protection du travail et la sécurité en milieu de travail». <http://wuis.org/post/we-dont-know-how-many-workers-are-injured-slaughterhouses-heres-why>; pour l'étude, voir <http://www.gao.gov/products/GAO-16-337>; pour un article sur les travailleurs somaliens dans les usines d'emballage, voir <http://www.washingtonpost.com/sf/national/2016/05/24/for-many-somali-refugees-this-industry-offers-hope-then-takes-it-away/>

Partout aux États-Unis, les responsables du secteur de la justice "utilisent de plus en plus des algorithmes pour évaluer la probabilité d'un accusé" de commettre un autre crime (récidive). ProPublica a comparé les résultats de l'un des algorithmes commerciaux largement utilisés, appelés COMPAS, avec les archives de la prison du comté de Broward, Floride, du bureau du shérif et des dossiers du site d'incarcération publique du Florida Department of Corrections. Il a constaté que l'algorithme "a correctement prédit la récidive de 61% des délinquants la plupart du temps, mais qu'il était seulement correct dans ses prédictions de récidive avec violence 20% du temps". En outre, "les accusés noirs ont souvent été vus comme un risque plus élevé de récidive qu'ils ne l'étaient en réalité" et qu'ils étaient "deux fois plus susceptibles que les accusés blancs à être classés à tort comme représentant un risque plus élevé de récidive violente". https://www.propublica.org/article/how-we-analyzed-the-compass-recidivism-algorithm?utm_source=pardot&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter

"Grâce à l'examen des procès judiciaires, ainsi que des entrevues avec des anciens élèves, les parents, les autorités scolaires et les avocats, "une équipe d'enquête du *Boston Globe* a constaté que dans au moins 67 écoles privées de la région de la Nouvelle-Angleterre, il y avait "des accusations depuis 1991 que des membres du personnel avaient agressé sexuellement ou harcelé plus de 200 étudiants". <http://www.bostonglobe.com/metro/2016/05/06/private-schools-painful-secrets/OaRI9PFpRnCTJxCzko5hkN/story.html>

États-Unis / Delaware. Un archiviste des Archives publiques du Delaware a découvert dans une "boîte de papiers divers" une liste des derniers propriétaires d'esclaves restants dans le comté de Sussex lorsque les esclaves dans le Delaware ont été libérés en 1865, a rapporté *The News Journal*. La liste a apparemment été faite pour que le gouvernement du pays connaisse "le montant des recettes des taxes sur les esclaves qu'il allait perdre". La liste compte le nombre d'esclaves et leur «valeur» en dollar, mais pas les noms des esclaves. <http://www.delawareonline.com/story/news/local/2016/05/12/archivist-unearths-document-listing-last-sussex-slave-owners/84255486/>

États-Unis / New York. En 2015 à New York, plus de 30 millions de personnes "ont appelé ou sont allées sur le site du 311, le système d'information et de plainte de la ville", a rapporté le *City Journal*. Avec sa collection de données à grande échelle, la ville utilise ces données pour analyser "tous les secteurs du gouvernement - de l'inspection des bâtiments à la réduction du bruit." <http://city-journal.org/html/fourth-urban-revolution-14334.html>

Publications.

Thomson Reuters Foundation a lancé le site Web PLACE (Propriété, Terrain, Accès, Connexions, Autonomisation) "pour augmenter la couverture des droits fonciers et immobiliers, l'une des questions les plus sous-déclarées dans le monde entier." <http://place.trust.org/>

Memoriav, organisme de Suisse, a annoncé que la version 1.0 des recommandations pour l'archivage numérique de films et de vidéos est maintenant disponible en anglais, allemand et français. <http://memoriav.ch/recommendations-digital-archiving-film-video/>

Le Centre international pour la justice transitionnelle a organisé un débat en ligne sur le thème «Est-ce que la mémoire collective d'un passé trouble empêche la réconciliation? »

<https://www.ictj.org/debate/article/closing-remarks-invite-further-discussion-implications-remembrance>

L'Association des archives tchéchène a annoncé que la description de ses archives vidéo des deux guerres de Tchétchénie est maintenant en ligne à www.chechenarchive.org. L'Association a écrit: «Pour protéger les témoins, seule une base de données textuelle avec des informations sur les vidéos est rendue publique; les vidéos elles-mêmes et les informations sensibles sont mises à la disposition uniquement après consultation pour assurer que les données personnelles et autres informations sensibles restent confidentielles". L'Association possède " 1'270 séquences vidéo filmées par des militants des droits de l'homme et mises en sécurité en Suisse. L'archive fournit au peuple tchéchène une ressource importante pour venir à bout légalement et historiquement avec le passé et servira également à lutter contre l'impunité et l'oubli. Le militant Tchétchéne des droits humains Zaynap Gashaeva, ainsi que d'autres militants, journalistes et réalisateurs de documentaires, ont enregistré et filmé les crimes de guerre qui ont été commis en particulier par l'armée russe pendant les guerres dans son pays entre 1994 et 2006. Les vidéos présentent des entrevues avec des témoins, des soldats, des journalistes et des victimes ou leurs familles et documentent la destruction des colonies. Ils comprennent également des vidéos uniques avec la journaliste russe Anna Politkovskaïa, qui a été assassinée en 2006 principalement en raison de son engagement en Tchétchénie. "Pour de plus amples informations, veuillez contacter Christoph Wiedmer à christoph.wiedmer@gfbv.ch

Comme le processus de paix progresse lentement en Colombie, le Centro Nacional de Memoria Historica attire l'attention sur son site Web www.archivodelosddhh.gov.co qui dispose "de témoignages de première main, des interviews, des lettres, des manuscrits, des communiqué de presse, des reportages télévisés et radio, des photographies, des chants, les résultats des ateliers de mémoire, des livres, des magazines, des communications et des copies de dossiers judiciaires, transmis par les dirigeants communautaires, les organisations sociales , les organisations publiques qui développent des enquêtes elles-mêmes, ainsi que des boursiers de recherche du Centre national de la mémoire historique.

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente, HRWG
Traduction française : Cristina Bianchi